

## Subsides

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Le chef de l'opposition voulait, troisièmement, que le gouvernement réduise ses excès de dépenses. Le chef de l'opposition disait qu'il fallait, si nous voulions remédier au problème de l'inflation, que le gouvernement coupe l'excédent de son programme de dépenses. Ce sont les mots qu'il a employés à Montréal lors de cette réunion remarquable. Il semble, monsieur l'Orateur, que nous en ayons trop coupé au goût du parti conservateur, à en juger par les commentaires du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), l'un des trois membres du triumvirat financier de ce parti. Chaque fois que j'entre à la Chambre, je suis porté à demander: est-ce que le vrai critique financier du parti conservateur voudrait bien se lever? Quoi qu'il en soit, le député d'Edmonton-Ouest s'est amèrement plaint que nous n'avions pas réussi à accroître suffisamment nos prévisions budgétaires pour l'an prochain; il a essayé de soulever le livre du budget et, même avec l'aide du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) et la mienne, il n'a pas pu le jeter sur le parquet.

**M. Paproski:** Vous ne me l'avez pas donné.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Je ne l'ai pas donné au député; mais le député d'Edmonton-Centre s'est d'abord servi d'un fendoir avant de pouvoir déchirer le volume.

**M. Paproski:** Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur; le ministre ne cite pas les faits exacts. Le ministre des Finances (M. Turner) prétend que je n'ai pu déchirer le volume des prévisions sans avoir recours à un fendoir. Je voudrais préciser que je n'ai pas utilisé cet outil pour déchirer le volume.

**M. Alexander:** Rétractez-vous.

**M. Paproski:** J'aimerais que le ministre des Finances retire ses paroles.

**M. Trudeau:** Voici un autre volume. Recommencez donc.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, je veux bien retirer ce que j'ai dit. Je ne veux pas rencontrer le député dans d'autres circonstances après la fin du débat.

Dans ces trois domaines seulement, le budget est allé beaucoup plus loin que les trois mesures essentielles que proposait le chef conservateur pour résoudre le problème de l'inflation et du chômage. Si l'on considère le point de vue exprimé par le chef du parti conservateur à la veille du budget, on aurait pu s'attendre que lui-même et son parti ne puissent faire autrement que d'accueillir favorablement les propositions de mon exposé budgétaire. Et puis, présenter un simulacre de motion, tenter de rejeter cette attitude, n'est rien de moins que du travestissement politique.

En fait, le soir du lundi 19 février, le parti conservateur a prétendu que les mesures budgétaires ne feraient absolument rien pour amoindrir le problème du chômage et de l'inflation. C'était pourtant les mesures qui, dimanche, pouvaient, à leur avis régler les divers problèmes. Je laisse les députés et les Canadiens en général juger d'eux-mêmes de la crédibilité de la position maintenant prise par le parti conservateur de condamner aujourd'hui comme absolument inutile ce qu'ils prétendaient être absolument essentiel le jour avant le budget.

La position du parti conservateur a été mise en doute par son attitude face à la question du contrôle des prix et des revenus. Dans son discours, le député de Don Valley

[M. Paproski.]

(M. Gillies) a dit que, si un gouvernement conservateur avait présenté un budget—quel espoir, quelle utopie—il aurait annoncé un gel de 90 jours de tous les salaires, prix, dividendes et autres revenus. A peine quelques jours auparavant, le chef de l'opposition et le député d'Edmonton-Ouest, le compagnon de banc du député de Don Valley, avaient dit que les conservateurs n'hésiteraient pas à introduire des contrôles au besoin pour enrayer l'inflation à laquelle on s'attendait.

A l'émission «Encounter» du 8 février, au réseau anglais de Radio-Canada, le député de Don Valley a dit—et ce n'était que trois ou quatre semaines avant la déclaration qui a suivi—qu'un pas dans le sens des contrôles ne pouvait être justifié que par une «urgence nationale». Permettez-moi de vous lire un extrait de l'entrevue. L'animateur lui a demandé:

Croyez-vous qu'une inflation de 5 p. 100 pourrait être qualifiée d'urgence nationale.

Le député de Don Valley a répondu:

Non, ce n'est pas ce que je dis.

On lui a ensuite demandé s'il blâmait vraiment le ministre des Finances de ne pas avoir présenté une mesure d'urgence pour régler l'inflation de 5 p. 100. «Des contrôles s'imposaient-ils alors?» Le député de Don Valley a répondu «Non, non» devant les téléspectateurs du réseau national.

**M. Baldwin:** C'était avant le budget.

**M. Paproski:** Le ministre citait simplement les paroles de Ron Collister.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Je dis à Votre Honneur que rien ne prouve mieux l'érosion de la confiance envers le parti conservateur que le revirement presque intégral de ce parti au sujet des mesures que j'ai proposées dans le budget de mai dernier pour renforcer la situation précaire des entreprises de fabrication et de transformation par rapport à la concurrence. Alors que les porte-parole conservateurs ont maintenant tendance à n'avoir rien de bon à dire au sujet de ces mesures, en mai dernier, ils les approuvaient, même si c'était à contre-cœur. En parlant du discours du budget, le 15 mai 1972, le chef de l'opposition a dit mot pour mot et répété, comme en fait foi le *hansard* à la page 2265, qu'il ne critiquait pas ces mesures. Voici ce qu'il a dit et ce qu'on trouve à la page 2265 du *hansard*:

Je n'ai aucune objection à ce qu'on encourage de la sorte les entreprises de fabrication et de transformation, car j'estime que cela leur permettra de mieux soutenir la concurrence dans le monde actuel.

**M. Lewis:** C'est exactement ce qu'il a dit.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Il a poursuivi: Depuis déjà quelque temps j'insiste là-dessus, il importe que les sociétés canadiennes soient en mesure de soutenir la concurrence dans le monde tel qu'il est.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Mais il a également dit autre chose.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** C'est ce qu'a dit le chef conservateur et n'importe quel député qui en a le temps peut comparer ce que j'ai dit aux paroles consignées au *hansard*.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Mais il a dit une chose tout aussi importante par après.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Dans le discours qu'il a fait à l'Empire Club de Toronto, le 19 octobre 1972, le chef